

La nouvelle propagande « ANTISIONISTE », ou la réinvention de la question juive

Pierre-André Taguieff

Directeur de recherche au CNRS, Paris,
Centre de recherches politiques
de Sciences Po¹.

Je considère qu'une guerre idéologique totale est aujourd'hui menée contre Israël et « le sionisme », soumis à une diabolisation permanente. Ce traitement diabolisant est dénué de limites : il tend à s'appliquer non seulement à tous les Juifs, mais encore à tous ceux qui, parmi les non-Juifs, marquent leur attachement à Israël et sont en conséquence stigmatisés en tant que « sionistes ». Il s'ensuit que, dans la nouvelle vision antijuive planétairement observable, la distinction entre Juifs et non-Juifs semble avoir perdu une grande partie de sa pertinence. Certes, parallèlement, l'on peut constater que le vieil antisémitisme se survit à travers la simple substitution du mot « sioniste » au mot « Juif », notamment chez les adeptes de la pensée conspirationniste, qui se contentent d'un changement minimal de vocabulaire ne modifiant en rien les représentations : le « complot juif international » est ainsi rebaptisé « complot sioniste mondial ». Mais c'est désormais l'opposition manichéenne « sionistes/antisionistes » qui fonctionne pour distinguer clairement l'ami de l'ennemi. Ce qui implique une reconfiguration de la totalité du champ de la judéophobie. Les nouveaux ennemis des Juifs ont fabriqué un tableau paranoïaque du monde où ils peuvent par exemple dénoncer le président égyptien Hosni Moubarak comme « le chef des sionistes arabes »,

selon la formule de Ayman al-Zawahiri, le numéro deux d'Al-Qaida, visant les dirigeants arabes alliés aux démocraties occidentales. Et Zawahiri d'ajouter : « Ces sionistes arabes avec qui nous vivons et échangeons des sourires sont plus dangereux que les sionistes juifs². » Déclaration de circonstance, certes, mais révélatrice d'un remodelage des représentations. Dans cette perspective, et si l'on prend le discours islamiste à la lettre, l'ennemi absolu, c'est « le sioniste », qu'il soit juif ou non, et non pas « le Juif » comme tel. Toutefois, dans la vision islamiste du monde, un axiome vient aussitôt restreindre la portée de cette clause : les Juifs sont considérés comme des « sionistes » dans leur immense majorité. Les Juifs non sionistes ou antisionistes ne peuvent être en conséquence que des exceptions. Dès lors, les termes « sioniste » et « Juif » ont en règle générale la même référence. C'est pourquoi, dans leurs déclarations, les chefs d'Al-Qaida emploient indifféremment les mots « Juifs » et « sionistes ». Un Juif n'est en principe tolérable que s'il prend parti publiquement et sans réserve contre Israël et « le sionisme », il n'est acceptable que s'il se dit « antisioniste » et prouve son engagement contre « le sionisme » par ses actes, lesquels sont le plus souvent d'ordre symbolique (déclarations, pétitions, manifestations, « aide humanitaire », etc.). Il accède dès lors à un statut comparable à celui qu'occupait le « compagnon de route » dans le communisme lénino-stalinien. Même « antisioniste », participerait-il à sa manière au jihad mondial, un Juif devenu antijuif doit rester à sa place : celle, inférieure, de dhimmi. Sauf s'il se convertit à l'islam. Ce qui n'empêche pas de juger suspecte sa conversion. Car la vision islamiste est intrinsèquement paranoïaque.

Islamisation et gauchisation de l'antisionisme radical : le retour de l'universalisme abstrait

Cette mobilisation démonisante contre tout ce qui est perçu comme « sioniste », israélien ou juif présente en outre, dans une perspective historique, deux caractéristiques nouvelles, constituant les principaux facteurs de sa globalisation aussi récente que foudroyante. En premier lieu, l'*islamisation croissante* des passions antisionistes et/ou antijuives. Dans l'histoire de la judéophobie moderne, cette imprégnation islamiste croissante représente le phénomène majeur observable au cours de la période ouverte par la Guerre des Six-Jours. Or, la nature de l'islamisme est étrangement méconnue dans le monde des élites médiatiques et politiques. La méconnaissance porte notamment sur la figure du nouvel ennemi incarné par l'islamisme radical sous toutes ses formes (du Hamas à Al-Qaida, en passant par le chiisme à l'iranienne) : un ennemi caractérisé par son intransigeance absolue et avec lequel aucun compromis n'est possible. Un ennemi qui échappe donc au champ de vision des acteurs politiques

postulant, conformément à la tradition politique occidentale, que la négociation et le compromis sont à la fois toujours possibles et toujours souhaitables. Mais comment peut-on négocier un accord de paix avec des dirigeants politico-religieux qui pensent, comme tel prédicateur islamiste, que les Juifs « sont un peuple d'assassins » et qu'Israël doit être détruit par tous les moyens ?

En deuxième lieu, on observe une *gauchisation croissante* des passions dites « antisionistes », leur fixation quasi-exclusive sur le pôle de l'extrême gauche, nouveau moteur idéologico-politique des mobilisations judéophobes dans un contexte où le vieil antisémitisme d'extrême droite est en déclin. L'angélisme pro-palestinien de style gauchiste empêche de comprendre ce qui est en jeu dans le conflit israélo-palestinien, et, imposant une vision à la fois moralisante et marxisante du conflit (les bons « dominés » palestiniens contre les méchants « dominants » israéliens), chasse toute analyse réaliste de la situation géopolitique au Proche-Orient.

Une irrépmissible montée de la judéophobie d'extrême gauche tandis que décroît la judéophobie d'extrême droite, voilà qui constitue un phénomène historiquement inédit. L'une des conséquences idéologiques de ce double processus, d'islamisation et de gauchisation croissantes, n'est autre que la banalisation des légitimations du terrorisme, soit au nom du jihad érigé en première obligation individuelle et collective de l'islam, soit au nom des prétendus droits supérieurs des faibles contre les forts, des opprimés contre leurs oppresseurs supposés, bref, au nom de la Justice. D'une part, une vision jihadiste de l'islam, devenu machine à justifier le meurtre des civils, d'autre part, une conception dévoyée de la défense des droits de l'homme, transformée en un instrument de vengeance, en mode de légitimation du ressentiment et de la violence aveugle. Les « bons sentiments » sont ainsi mis au service d'une politique de la haine, n'ayant d'autre programme que l'incitation au meurtre.

Dans cette guerre multidimensionnelle, la dimension culturelle, disons à la fois intellectuelle et médiatique, a pris plus d'importance que la classique dimension politique. On observe en effet deux phénomènes remarquables dans cette guerre des mots et des représentations. Le premier concerne la configuration idéologique sur laquelle se fonde cette guerre culturelle : elle se présente comme une vision du monde à part entière, prétendant répondre aux grandes questions qui se posent sur l'évolution du genre humain, à commencer par celle qui porte sur l'origine du Mal (Israël, « le sionisme »). Elle est donc pourvoyeuse de sens. Elle comporte également des normes pour l'action, qui dérivent de la désignation d'un ennemi absolu : Israël, « les sionistes », « le sionisme » ou « le sionisme mondial ». Elle contient enfin une promesse de salut : en détruisant Israël et en « liquidant » le « sionisme », l'humanité sera sauvée.

En faisant disparaître la principale source du Mal dans le monde, le genre humain sera délivré de ses chaînes. Promesse de libération ou d'émancipation universelle, qui prend la signification d'une rédemption, ouverte en principe à tous les hommes. C'est pourquoi elle est ouverte aux Juifs antijuifs et aux « Alterjuifs »³, c'est-à-dire aux Juifs ayant rallié le camp des ennemis des Juifs (à l'instar de Noam Chomsky ou de Norman Finkelstein). On peut interpréter la vision antisioniste du monde comme une nouvelle figure historique de néo-religion politique s'inscrivant dans l'espace des religions séculières (Raymond Aron), des « religions politiques » ou des mouvements gnostiques modernes (Eric Voegelin). Je propose de définir ce qu'il est convenu d'appeler l'« antisionisme », au sens fort du terme (disons, l'antisionisme radical), comme une nouvelle religion séculière, c'est-à-dire comme une doctrine de salut collectif capable de donner un sens aux engagements qui paraissent s'en déduire logiquement⁴. Le second phénomène est l'accent mis sur l'universel dans toutes les argumentations « antisionistes » récentes. L'universalisme abstrait constitue le nouveau point d'appui des intellectuels et des propagandistes « antisionistes » radicaux, qu'ils soient juifs ou non-juifs. Dans le discours de combat du vieil antisémitisme politique d'obédience nationaliste, les Juifs, dénoncés pour leur « cosmopolitisme » et accusés d'avoir « judaïsé » la société, étaient sommés de se « déjudaïser » pour devenir acceptables. Dans le nouveau discours judéophobe se réclamant de l'universalisme, du cosmopolitisme ou d'un internationalisme quelconque, les Juifs sont sommés de se « désioniser » s'ils veulent échapper à la diabolisation et à la déshumanisation. La « désionisation » commence par le fait de se désolidariser publiquement d'Israël, sur la base de n'importe quel argument. L'important est la publicité donnée à cette prise de distance, qui s'accompagne ordinairement de légitimations moralisantes, et se traduit logiquement par l'appel au boycott. Lançant un appel à la « solidarité internationale » et prônant un boycott total contre Israël, Stéphane Hessel s'adresse ainsi en juin 2010 aux « citoyens du monde » pour les inciter à participer activement à l'initiative dite de « Boycott, Désinvestissement et Sanctions » (BDS), qu'il présente comme une « stratégie morale » qui aurait « démontré son potentiel de réussite » dans le cas de la « Flottille de la Liberté » ou « de la Paix ». On sait que cette opération pseudo-humanitaire était une provocation anti-israélienne préparée par la Fondation pour l'assistance humanitaire (IHH), organisation islamiste turque, provocation qui a nécessité l'arraisonnement par la marine israélienne, le 31 mai 2010, de l'un des bateaux dont l'équipage refusait toute négociation. L'assaut, en raison des attaques lancées contre les soldats israéliens, qui ont dû riposter pour défendre leur vie, a fait 9 morts parmi les islamistes turcs, ce qui a provoqué dans le monde une indignation largement orchestrée.

Une fois de plus, c'est Israël qui a été mis en accusation, alors même que, rapidement, la véritable nature de l'opération de ladite « Flottille » a été dévoilée : fabriquer des « martyrs » (volontaires) pour forcer Israël à lever le blocus sur la bande de Gaza, dictature islamiste et fabrique de terroristes. Bref, venir en aide au Hamas. Comme naguère le communisme lénino-stalinien, l'islamisme a aujourd'hui ses « idiots utiles ».

Dans le nouveau discours anti-israélien, le recours à la rhétorique universaliste ou internationaliste, avec des accents moralisants ou au nom de « la raison », est déterminant. Dans l'histoire des passions antijuives, le phénomène est cependant loin d'être nouveau. Après avoir montré que les grandes figures du rationalisme des Lumières, de Voltaire à Kant, sans oublier Hegel, avaient nourri une « doctrine clairement antijuive », et ce, au nom d'une vision normative du genre humain, Yirmiyahu Yovel conclut : « On ne peut pas se fier à une philosophie de la raison et des Lumières pour servir de rempart contre les préjugés anti-juifs et les sentiments qui s'expriment publiquement⁵. » Dans un contexte planétaire où les imprécations contre Israël font désormais partie de la prière quotidienne de centaines de millions d'individus, cette dimension universaliste permet à des Juifs de rejoindre le camp des antisionistes radicaux, d'adhérer aux dogmes de la gnose « antisioniste », bref, de se convertir à cette néo-religion de salut. Un Juif converti à l'antisionisme radical – un « Alterjuif » – échappe ainsi à la diabolisation et à l'ostracisme, il cesse d'appartenir à la catégorie des monstres inhumains (« les sionistes »), il redevient une personne humaine digne de respect, un « bon citoyen » ou un « humaniste ». S'il est un intellectuel, un écrivain ou un artiste, il devient un auteur invitable dans l'espace médiatique. S'affirmer antisioniste, c'est se placer dans le camp du Bien. Or, il est devenu très difficile de se dire Juif et pro-israélien ou « sioniste » : s'affirmer tel dans l'espace public, c'est faire preuve de courage. Aujourd'hui, un Juif ne peut se soustraire à la stigmatisation qu'en adhérant publiquement aux dogmes de l'antisionisme radical, ou en se présentant comme un Juif coupable d'être juif en raison des « crimes » ou des « fautes morales » qu'il convient d'attribuer à Israël. Le bénéfice psychique de l'opération et ses avantages culturels ou médiatiques permettent de comprendre les conversions croissantes d'intellectuels juifs, en général déjudaïsés, à l'antisionisme radical, celui qui est aujourd'hui professé, côté athéisme, par les « Alterjuifs » Noam Chomsky ou Norman Finkelstein, mais aussi par Robert Faurisson et Dieudonné, non moins que, côté islamisme, par les Frères musulmans, Oussama Ben Laden ou Mahmoud Ahmadinejad. Mais les formes radicales de l'antisionisme ne valent qu'en tant que miroir grossissant d'un phénomène d'opinion moins visible : la formation d'une zone grise en expansion occupée par les adeptes de l'antisio-

nisme de bonne compagnie, celui de la bien-pensance de gauche. La conversion massive des intellectuels occidentaux à la gnose antisioniste montre l'importance de la dimension culturelle dans la récente vague judéophobe, centrée sur la diabolisation d'Israël.

Genèse du système des accusations

Il faut remonter à la guerre des Six-Jours (5-10 juin 1967), véritable tournant historique marqué par ce que Saul Friedländer a appelé le « revirement hostile d'une fraction importante de l'opinion publique occidentale » à l'égard d'Israël⁶, pour comprendre comment le « racisme » est devenu le principal thème d'accusation visant les « sionistes » et, au-delà d'eux, les Juifs. C'est autour de l'image d'Israël, diabolisée et criminalisée par tous les moyens de la propagande dite « antisioniste », que s'est constituée la nouvelle vision antijuive désormais mondialement diffusée. De nouveaux stéréotypes antijuifs ont été fabriqués et mis en circulation, sur la base d'une assimilation d'Israël au Troisième Reich, tandis que les Israéliens et les « sionistes » étaient assimilés aux « nazis ». L'État juif a été réduit à un État « raciste », « belliciste », « criminel » et génocidaire. Ainsi, les idéologues palestiniens nient la réalité historique de la Shoah ou en dénoncent les usages politiques « sionistes », mais, en même temps, ils inventent le mythe de la Naqba, soit celui d'un crime fondateur (un nettoyage ethnique programmé), et l'utilisent comme moyen de propagande pour diaboliser l'État d'Israël et lui dénier le droit à l'existence. Au mythe répulsif construit autour de la figure d'Israël répond la mythisation positive de la Cause palestinienne. Le dualisme manichéen ainsi mis en place chasse toute analyse politique nuancée, remplacée par un affrontement mythique entre porteurs du Bien et suppôts du Mal.

L'amalgame polémique « sionisme = nazisme » est cependant loin d'être nouveau, puisqu'on le rencontrait déjà, dans les écrits « antisionistes » arabomusulmans, à partir du milieu des années 1950⁷. Ce qui est nouveau, c'est la centralité qu'il a acquise dans la rhétorique « antisioniste », lorsque celle-ci s'est présentée comme une forme d'antiracisme, à partir du milieu des années 1970. Quoi qu'il en soit, un tel traitement symbolique d'Israël ne pouvait avoir qu'une conclusion logique : l'exigence de son anéantissement.

On reconnaît dans l'antisionisme radical nombre de thèmes d'accusation, de stéréotypes négatifs et de récits mythiques diabolisants empruntés à l'antijuïdaïsme théologico-religieux et à l'antisémitisme politique de type nationaliste à légitimation raciale, mais adaptés au contexte politique et culturel contemporain, ce qui les rend parfois méconnaissables. Mentionnons quelques-uns de ces thèmes d'accusation avec leurs éventuelles reformulations : la « haine du genre

humain » (d'où le « racisme »), la manipulation, le pouvoir occulte et le complot (désormais le « complot sioniste » ou « américano-sioniste mondial »), la cupidité et la domination financière (d'où la vision d'une ploutocratie cosmopolite profitant de la mondialisation), l'exploitation ou la « mise en esclavage » des peuples étrangers (d'où le « colonialisme »), la cruauté sanguinaire liée à l'accusation de meurtre rituel (d'où le « génocide », ainsi que les accusations de meurtres d'enfants palestiniens, parfois liées à l'accusation de trafic d'organes). Ces invariants de la thématique antijuive apparaissent sous diverses formes, ils sont traduits par des variations idéologiques liées aux situations nouvelles dont ils orientent et structurent les interprétations dans un sens judéophobe. Il ne s'agit pas seulement de préjugés et de stéréotypes qui resteraient dans les limites d'une judéophobie de salon. Les Juifs ont toujours vécu tant bien que mal dans des contextes où ils étaient plus ou moins fortement stigmatisés. Mais il y a eu l'extermination nazie des Juifs d'Europe, la Shoah. On a longtemps pu croire qu'elle constituait une limite absolue posée devant la haine des Juifs, une frontière infranchissable interdisant toute nouvelle vague judéophobe. Or, la Shoah est désormais relativisée, minorée, voire niée, ou encore instrumentalisée à des fins anti-israéliennes. On peut désormais craindre qu'il ne s'agisse d'un précédent. La nouvelle configuration antijuive fait renaître, au-delà de la destruction de l'État juif, la hantise d'une élimination finale du peuple juif. Certaines déclarations publiques du président iranien, Mahmoud Ahmadinejad, comme celles des islamistes radicaux liés à Al-Qaïda, se présentent en effet comme des mixtes de menaces et de prophéties d'extermination, à l'instar du célèbre discours prononcé par Hitler le 30 janvier 1939 devant le Reichstag. Dans l'avant-guerre, qui donc prenait au sérieux la menace d'une élimination physique du peuple juif ? Et pourtant, l'in vraisemblable s'est réalisé.

Ces accusations plus ou moins chimériques, variant sur les thèmes « sionisme = racisme » et « sionistes assassins ! », sont désormais intégrées dans l'arsenal rhétorique des deux principaux groupes d'ennemis idéologiques d'Israël : d'une part, les mouvances de la nouvelle extrême gauche antimondialiste et anti-impérialiste, et, d'autre part, les milieux islamistes, dont les actions de propagande, légitimées par le jihad, ont contaminé la culture musulmane mondiale. S'ajoutant aux incitations à la haine lancées par les tenants de « l'anti-impérialisme des imbéciles » (qui a pris la relève du « socialisme des imbéciles » qu'était le vieil antisémitisme nationaliste), l'influence diffuse de la propagande islamiste permet de comprendre la globalisation accélérée des motifs judéophobes depuis le début des années 1990.

Au cœur de l'antisémitisme radical, on trouve l'argumentation idéaltypique de la judéophobie ontologique : « X est sioniste (ou juif), donc X est raciste, assassin,

comploteur ». Mais le postulat « tous les sionistes (Juifs) sont racistes, assassins et comploteurs » (seconde prémisse du syllogisme) peut être transformé par inversion : « Tous les racistes, assassins et comploteurs sont sionistes (juifs) ». Ce qui élargit considérablement l'extension de l'expression « les sionistes ». Ce type d'accusation peut être illustré par le propos suivant de l'humoriste-démagogue antijuif Dieudonné : « Les gros escrocs de la planète sont tous des Juifs » (16 avril 2010). Le postulat judéophobe peut aussi prendre une forme restrictive qui définit un « propre » du groupe visé, ainsi stigmatisé : « Seuls les sionistes (Juifs) sont racistes, assassins et comploteurs – et tous le sont ». Ceux qui croient qu'un tel énoncé est vrai ne peuvent que conclure à la nécessaire élimination de ces « ennemis du genre humain ». C'est bien au nom de l'universel qu'est prononcé le nouvel appel à l'extermination.

La construction de l'amalgame « sionisme = racisme »

Le 29 mai 1967, à la veille de la guerre des Six-Jours, Raymond Aron écrivait dans *Le Figaro* : « Par la voix du président Nasser, la menace d'extermination retentit de nouveau. Ce qui est en jeu (...), c'est l'existence de l'État d'Israël, cet État que tous les pays arabes tiennent pour un corps étranger qu'il faudra tôt ou tard éliminer, cet État dont les citoyens ont juré qu'ils le défendraient jusqu'à la mort⁸. »

Avant la victoire d'Israël contre la coalition arabe, les intellectuels de gauche et les « progressistes » en général se contentaient de poser que le « sionisme » était un « fait colonial » et que l'État juif était une « base avancée de l'impérialisme », conformément à la langue de bois soviétique. À partir de l'automne 1967, par les effets conjugués des propagandes respectivement soviétique et arabo-musulmane, Israël a été traité avec une virulence croissante comme un « État en trop », voué à l'élimination. Cette reconstruction mythique diabolisante de l'État d'Israël a réussi, dans l'opinion mondiale, à se substituer en partie à sa réalité sociohistorique, tout en détournant l'attention du public de la menace islamiste, quant à elle bien réelle.

Cette reconstruction diabolisante a pour l'essentiel consisté à retourner contre Israël et le « sionisme » l'accusation de « racisme », avec son corrélat : celle de « génocide », principal opérateur de la nazification de l'État juif⁹. L'accusation est maximale, et représente l'aboutissement d'un long processus de radicalisation idéologique commencé dans les années 1950. Elle implique une inversion de la réalité comme de la vérité historique : les Israéliens et ceux qui les soutiennent caractérisés comme « sionistes » ou plus simplement comme « Juifs » sont accusés de meurtre de masse, et, partant, de crime contre l'humanité. Certains idéologues, les négationnistes, y ajoutent la dénonciation de la Shoah

comme un « grand mensonge historique », tandis que d'autres – dont des Juifs supposés « progressistes » – dénoncent l'« industrie de l'Holocauste » ou le « Shoah-Business », ou encore les usages politiques – « sionistes », bien entendu – de la « religion de la Shoah ». Tel est l'aboutissement du processus de réinvention de la judéophobie comme vision du monde auquel la guerre des Six-Jours a donné une impulsion décisive. L'une de ses principales conséquences aura été l'inscription de l'antisionisme dans le programme d'action antiraciste, où il est devenu central.

Quoi qu'il en soit, par ces dénis et ces accusations, les Juifs sont transformés en représentants d'un non-peuple, du non-peuple juif, et à ce titre chassés comme des intrus du concert des nations. Dans la perspective antisioniste radicale, tous les individus humains sont censés avoir droit à une nation ou à un État. Sauf les Juifs. En octobre 1903, Lénine, dénonçant autant les sionistes que les bundistes, avait réglé la question à sa manière : « L'idée d'un peuple juif séparé est réactionnaire politiquement, et insoutenable scientifiquement¹⁰. » Le succès en France ou, plus exactement, dans la France intellectuelle et médiatique de l'indigeste pamphlet, à la fois « post-sioniste » et « antisioniste », de l'historien d'extrême gauche israélien Shlomo Sand s'explique par le fait qu'en affirmant que le peuple juif n'existe pas, qu'il n'est qu'une fiction idéologisée par des leaders nationalistes aux XIX^e et XX^e siècles, il paraît justifier historiquement la principale proposition des antisionistes radicaux : l'élimination de l'État d'Israël¹¹. Pourquoi un « peuple » imaginaire, un non-peuple, devrait-il bénéficier d'un État-nation indépendant et souverain ? Les Juifs peuvent dès lors être traités comme s'ils étaient étrangers au genre humain, formé de « peuples » tous respectables, libres de se donner un État. Et les Juifs, ainsi « dé-normalisés », dénoncés comme des étrangers-ennemis, à figure inhumaine : la nazification croissante de ces « non humains » leur donne en effet la figure d'ennemis du genre humain.

Cet amalgame polémique (« sionisme = nazisme ») a permis de fabriquer des analogies et des métaphores de propagande par lesquelles a été réactivé un très ancien thème d'accusation visant les Juifs : celui du meurtre rituel¹². La construction du grand récit sur Israël, « État criminel », a été alimenté et accéléré par les effets planétaires de l'opération médiatique, parfaitement réussie, consistant à accuser les soldats israéliens d'avoir « tué de sang-froid », le 30 septembre 2000, le jeune Palestinien Mohammed al-Dura, érigé en « martyr ». Ce prétendu assassinat a été présenté dès les premiers jours de la seconde Intifada comme la preuve des penchants criminels des « sionistes » et le symbole du statut de « victimes » monopolisé par les Palestiniens. Dès lors, dénoncer le « sionisme », c'était dénoncer autant le « racisme » des « sionistes » que leur propension à tuer

des non-Juifs, pour assouvir leur cruauté naturelle, leur goût du sang, pour se nourrir symboliquement du sang de leurs ennemis et ainsi satisfaire leur cruauté héréditaire, ou encore pour prélever leurs organes – l'accusation de trafic d'organes a été lancée par un journaliste suédois en août 2009, et reprise sur les sites anti-israéliens de toutes obédiences¹³. En outre, la nature supposée sanguinaire des « sionistes » porterait ces derniers à privilégier, parmi les non-Juifs, les enfants, et plus spécialement les enfants palestiniens, arabes ou plus généralement musulmans. Dans le discours de propagande des pays arabes à la suite de la guerre des Six-Jours, la légende du meurtre rituel juif avait été réactivée en même temps que le mythe du complot juif mondial, ce dont témoignent les nombreuses rééditions des *Protocoles des Sages de Sion* au Proche-Orient et le succès rencontré par les libelles accusant les Juifs de meurtre rituel, comme celui du général syrien Mustafa Tlass (1932-), *La Matza de Sion*, paru en 1983¹⁴. La vision conspirationniste du « sionisme » est cependant restée longtemps dominante dans la rhétorique anti-israélienne, en dépit de l'inflexion provoquée par la dénonciation orchestrée du massacre de Sabra et Chatila (16-18 septembre 1982), perpétré par des phalangistes chrétiens et abusivement attribué à Tsahal. Cette attribution calomnieuse d'un massacre à Israël n'est ni la première, ni la dernière. Mais elle est devenue paradigmatique en ce qu'elle a constitué la première victoire médiatique mondiale de la propagande « antisioniste » fondée sur la dénonciation des « sionistes » comme criminels-nés.

Les voies de la criminalisation des « sionistes »

La criminalisation des « sionistes » est devenue un thème majeur de propagande avec l'application du schème du meurtre rituel aux opérations israéliennes de maintien de l'ordre à l'époque de la première Intifada (lancée le 9 décembre 1987), où les jeunes Palestiniens étaient cyniquement placés en première ligne, voués à faire des victimes émouvantes idéologiquement exploitables. D'une façon croissante à partir de la seconde Intifada, en réalité la première guerre israélo-palestinienne, lancée le 29 septembre 2000, les « sionistes » ont été construits et dénoncés par leurs ennemis comme des « tueurs d'enfants » précisons : d'enfants non juifs. L'exploitation internationale, par la propagande anti-israélienne, des images de la mort supposée du jeune Mohammed al-Dura a marqué l'entrée dans ce nouveau régime d'accusation des « sionistes », et, par synecdoque, des Juifs. Le stéréotype du Juif comme « criminel rituel » était réinventé et adapté au nouveau contexte de l'affrontement israélo-palestinien¹⁵. Sur la représentation du meurtre rituel attribué aux « sionistes » s'est greffé un abominable retournement contre eux d'une accusation portant historiquement sur un aspect significatif de la « Solution finale » mise en œuvre par les nazis,

à savoir l'extermination physique des femmes et des enfants juifs par gazages ou par fusillades. En outre, l'accusation de « tuer des enfants » relève d'un classique mécanisme de projection, tant il est vrai que les « opérations martyre » visent le plus souvent des civils israéliens, dont des femmes et des enfants, souvent en bas âge. Il s'agit bien d'une attribution projective, impliquant une inversion causale : on accuse les ennemis dont on tue les enfants, les Juifs, de tuer les enfants de leurs ennemis. Accusation dénuée bien sûr de fondements empiriques : les Israéliens n'ont pas pour objectif final d'éliminer physiquement les Palestiniens, femmes et enfants, et aucun soldat israélien ne vise intentionnellement des enfants palestiniens pour les tuer de sang-froid. Comment ne pas voir, à moins d'être totalement endoctriné, que cette accusation mensongère est maximale diffamatoire ?

De telles projections des traits du bourreau sur la victime font partie des mécanismes élémentaires de la propagande visant à mettre en acceptabilité des pratiques criminelles contre un ennemi. Mais ce processus d'attribution abusive par inversion causale est particulièrement pervers visant les Juifs à travers les Israéliens : on ne saurait l'analyser sans en souligner l'abjection.

Les crimes réellement commis par les nazis contre le peuple juif, les nouveaux ennemis des Juifs les attribuent désormais aux Juifs eux-mêmes. Avec ce retournement de l'accusation de crime génocidaire, est atteint le stade suprême de la diffamation d'un groupe humain. Il n'est pas de pire calomnie. C'est sur cette base idéologique et sur ce mode rhétorique que s'est opérée, au cours des années 1990 et 2000, une extrémisation de l'accusation de « racisme » visant les Juifs en tant que « sionistes ». Dans l'antisionisme démonologique contemporain, on retrouve les deux grandes accusations déjà présentes dans la judéophobie antique : l'accusation de « haine du genre humain » ou de « misoxénie » (devenue l'accusation de « racisme ») et celle de meurtre rituel ou de cruauté sanguinaire, supposée constituer chez les Juifs une seconde nature – les nazis théoriseront la « criminalité héréditaire » attribuée en propre aux Juifs. Cette dernière accusation a été transformée par la propagande anti-israélienne radicale (d'obédience arabo-musulmane et d'extrême gauche), un demi-siècle plus tard, en celle de « génocide » ou de « crime contre l'humanité », et illustrée par la figure répulsive du soldat israélien « tueur d'enfants palestiniens »¹⁶. Dès lors, combattre Israël et le « sionisme » revenait à lutter « contre le racisme et pour la paix », pour le « respect de l'autre » et la fraternité universelle. C'est sur cette base que s'est opérée la grande instrumentalisation de l'antiracisme qui nourrit le discours « antisioniste » depuis une quarantaine d'années.

La légitimation internationale de l'amalgame nazifiant (Durban I et II)

Massivement diffusé par les pays arabes et l'empire soviétique au cours des années 1960 et 1970, l'amalgame polémique entre « sionisme » et « racisme » a été fortement et mondialement légitimé par la honteuse Résolution 3370 adoptée le 10 novembre 1975 par l'Assemblée générale de l'ONU, condamnant le sionisme comme « une forme de racisme et de discrimination raciale ». L'adoption de cette Résolution pseudo-antiraciste s'est faite d'une façon mécanique : depuis plusieurs années déjà, les Palestiniens bénéficiaient d'une majorité « automatique » à l'ONU. Ironisant sur ce vote de l'Assemblée générale de l'ONU, Abba Eban, ministre israélien des Affaires étrangères de 1966 à 1974, a déclaré à l'époque que cette même majorité, « s'il fallait voter que la Terre est plate, voterait que la Terre est plate ». Le rôle de la bêtise dans l'Histoire est aussi important que celui du conformisme majoritaire, avec lequel il fonctionne souvent en symbiose. Cette Résolution, qui présupposait l'existence de fortes ressemblances entre le « sionisme » et des systèmes racistes comme le nazisme ou le régime sud-africain d'apartheid, ne sera abrogée que le 16 décembre 1991. Mais le mal avait été fait : l'accusation de « racisme » avait été mise en orbite, légitimée par cette Résolution de l'ONU durant une quinzaine d'années. Elle s'était inscrite dans le discours « antisioniste » d'usage international. Réciproquement, l'accusation de « sionisme » avait été intégrée dans l'arsenal des thèmes « anti-racistes ». Depuis le milieu des années 1970, l'association des mots « racisme » et « sionisme » est devenue une évidence idéologique, qui a inspiré nombre de slogans et de mots d'ordre, en particulier ceux qui appellent au boycottage d'Israël (en matière de commerce, de culture, de recherche et d'enseignement, etc.), ainsi traité en État criminel. La force symbolique de l'amalgame nazifiant a donc survécu à l'abrogation de la Résolution 3370.

L'une des plus significatives manifestations internationales du pseudo-antiracisme visant le sionisme et Israël aura été la première « Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance », organisée par l'ONU à Durban (Afrique du Sud) du 31 août au 8 septembre 2001, quelques jours donc avant les attentats antiaméricains du 11-Septembre⁷. La corruption idéologique de la défense des droits de l'homme et de la lutte contre le racisme, détournés et instrumentalisés par les promoteurs d'un néo-tiers-mondisme mâtiné d'islamisme, s'est révélée à travers le déchaînement de haine contre Israël et l'Occident qui marqua cette prétendue « Conférence mondiale contre le racisme ». Ce qui s'est passé à Durban, où des milliers d'ONG ont déversé leur haine, a montré que la démonisation « antiraciste » d'Israël et du « sionisme » restait le principal geste rituel des nouveaux judéophobes. Mais l'accusation de « racisme » véhiculant une série d'autres accusa-

tions diabolisantes et criminalisantes, qui culminent dans celle d'extermination et de génocide, une nouvelle figure du Juif comme ennemi absolu a été construite. Condamner l'État d'Israël comme « État raciste », en l'assimilant au Troisième Reich ou au régime sud-africain d'apartheid, c'est le vouer à la destruction. On ne discute pas avec l'ennemi absolu, on l'élimine physiquement. Huit ans plus tard, du 20 au 24 avril 2009 s'est tenue à Genève la Conférence de suivi, dite de « Durban II ». L'objectif de cette seconde Conférence mondiale de l'ONU contre le racisme était de « préciser les acquis de Durban ». Le projet de résolution qui devait être adopté au terme de cette Conférence mentionnait Israël comme un pays « raciste et occupant ». Fin février 2009, le projet de document final comportait cinq paragraphes consacrés à Israël, accusé de racisme et de mener un politique raciste similaire à l'apartheid vis-à-vis des Palestiniens. On ne saurait s'en étonner, compte tenu de la composition du Bureau du comité préparatoire, dont les membres ont été élus en août 2007 : la Libye y figure en tant que présidente, Cuba en tant que rapporteur, la République islamique d'Iran comme vice-présidente, et le Pakistan s'y affirme comme porte-parole militant de l'Organisation de la conférence islamique (OCI). C'est sous la pression de l'OCI qu'avaient été inclus, dans les dernières versions du projet de déclaration finale, jugées inacceptables par les pays européens, outre une violente mise en accusation d'Israël, le thème de la « diffamation des religions », puis la notion de « stéréotype négatif des religions », à l'évidence en vue d'interdire toute critique de l'islam. Cependant, le 17 avril 2009, le troisième et dernier comité préparatoire de la conférence d'examen de Durban, après un dur marchandage, s'est conclu sur un « compromis minimal ». Huit pays ont néanmoins décidé de boycotter la conférence avant même son ouverture : Israël, le Canada, les États-Unis, l'Italie, la Pologne, les Pays-Bas, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Ils ont été rejoints par la République tchèque le 20 avril 2009, après la diatribe anti-israélienne du président iranien, présentant comme une action criminelle la création de l'État d'Israël et dénonçant le « gouvernement raciste » d'Israël. La veille de son discours à la tribune genevoise de l'ONU, Mahmoud Ahmadinejad a déclaré à la télévision iranienne que « l'idéologie et le régime sionistes sont les porte-drapeaux du racisme », précisant que les sionistes « pillent les richesses des nations en contrôlant les centres de pouvoir du monde » et qu'ils « ont créé les conditions pour que rien ne puisse être dit au sujet de ce phénomène diabolique dont les effets pèsent sur les habitants des nations ». Il a ajouté que la Conférence de l'ONU se tiendrait alors que « le sionisme mondial va employer tous les moyens pour étouffer les voix innocentes contre la tyrannie ». Les institutions internationales les plus prestigieuses sont ainsi devenues des scènes sur lesquelles les représentants des

pires dictatures donnent des leçons de liberté et de fraternité au genre humain. Dans son intervention du 20 avril à Genève, le jour de l'ouverture du Colloque de l'ONU qui coïncidait avec la journée annuelle du souvenir de la Shoah, le président iranien a accusé Israël d'être le « régime le plus cruel et le plus raciste ». Il a stigmatisé la création de l'État hébreu après la victoire des Alliés sur le nazisme, esquissant pour l'occasion un récit historique parfaitement fantaisiste mettant une fois de plus l'Occident en accusation :

« Après la fin de la Seconde Guerre mondiale, ils [les Alliés] ont eu recours à l'agression militaire pour priver de terres une nation entière sous le prétexte de la souffrance juive. [...] Ils ont envoyé des migrants d'Europe, des États-Unis et du monde de l'Holocauste pour établir un gouvernement totalement raciste en Palestine occupée. »

Les propos virulents du président iranien, applaudis par les pays musulmans et de nombreux pays africains et asiatiques, ont provoqué le départ de la salle du siège de l'ONU à Genève, sous les huées de la salle, d'une quarantaine de diplomates représentant 23 pays européens (4 autres pays ayant boycotté la réunion). Pourtant, Ahmadinejad avait décidé au dernier moment, pour des raisons tactiques, d'atténuer la virulence de son allocution¹⁸. Le même jour, le leader du Nouveau parti anticapitaliste (NPA), Olivier Besancenot, effectuait une visite en Israël et à Gaza pour « témoigner de sa solidarité avec la population palestinienne et avec ceux qui, en Israël, s'opposent à la politique criminelle de leur État ». Une journée hautement symbolique.

L'icône al-Dura, vecteur de la nouvelle propagande antijuive

Dans la construction du « sionisme » comme une entreprise génocidaire, les propagandistes font feu de tout bois : après avoir transformé « les Palestiniens » en symboles des pauvres, des humiliés et des offensés, puis en victimes de « l'impérialisme d'Israël », du « colonialisme » ou du « racisme » incarnés par « le sionisme », et, plus largement, d'un « complot américano-sioniste » mondial, ils leur donnent le visage de prétendus enfants « martyrs ». C'est en effet par assimilation avec la légende du « crime rituel juif » que s'est opérée l'exploitation internationale, par toutes les propagandes « antisionistes », du prétendu assassinat par l'armée israélienne, au cours d'une fusillade au carrefour de Netzarim (bande de Gaza), le 30 septembre 2000 alors que commençait la seconde Intifada, du « petit Mohammed », selon des images prises par le caméraman palestinien Talal Abu Rahma, diffusées le jour même par la chaîne de télévision publique France 2 au cours de son Journal de 20 heures, et commentées en voix off par le journaliste franco-israélien Charles Enderlin. Ce bref reportage de 48 secondes semblait montrer en direct la mort de l'enfant dans les bras de

son père. Le commentaire de ces images désignait les soldats israéliens comme les auteurs des tirs mortels. Telle est l'origine de la rumeur de l'assassinat par l'armée israélienne du « petit Mohammed ». Diffusées dans un contexte où se multipliaient les rumeurs contradictoires sur les affrontements en cours, ces images ont joué le rôle d'un puissant catalyseur de la seconde Intifada, nourri la volonté de vengeance des Palestiniens et bien sûr aiguisé le désir de tous les « antisionistes » d'en découdre avec Israël.

Érigé en enfant « martyr », « le petit Mohammed » est aussitôt devenu la figure emblématique de l'Intifada al-Aqsa, et les images présentées comme celles de son « agonie » précédant sa « mort atroce », attribuée à des tirs israéliens non accidentels, sont devenues un « emblème du sadisme israélien ». Les images du prétendu meurtre du jeune Palestinien par l'armée israélienne, réactivant le stéréotype du « Juif tueur d'enfants », ont été diffusées à de nombreuses reprises sur la chaîne de télévision de l'Autorité Palestinienne, désireuse d'instrumentaliser l'indignation pour mobiliser ses troupes dans sa guerre non conventionnelle contre Israël. En outre, France 2 a réalisé des copies du reportage et, d'une façon inhabituelle, les a distribuées gratuitement sous forme de cassettes-vidéo à des chaînes concurrentes, comme CNN ou la BBC, en affirmant vertueusement ne pas vouloir faire d'argent avec la « mort d'un enfant ». Dès les premiers mois de sa diffusion, ce reportage est apparu à la fois comme trompeur et incendiaire, délivrant à tous les ennemis d'Israël, et plus largement des Juifs, un permis de tuer. La diffusion de ces images, puissant appel à la vengeance meurtrière, a fonctionné comme une opération de propagande « antisioniste » d'extension internationale. Les stratèges cyniques de la guerre culturelle contre Israël ont exploité systématiquement les images de l'enfant-victime, qui déclenchent l'indignation maximale et incitent à la vengeance meurtrière¹⁹.

Le tournant dans l'histoire des débats et controverses a eu lieu lorsque France 2 et Charles Enderlin ont décidé d'engager des poursuites contre Philippe Karsenty pour avoir publié le 22 novembre 2004 sur le site de Media-Ratings, agence de « notation des médias » qu'il dirige, un article intitulé « France 2 : Arlette Chabot et Charles Enderlin doivent être démis de leurs fonctions », où l'on pouvait lire notamment : « Au regard des éléments dont nous disposons, nous affirmons que le correspondant de France 2 à Jérusalem, Charles Enderlin, a effectivement diffusé un faux reportage ce 30 septembre 2000. »

Ce fut la naissance de « l'affaire al-Dura », dans laquelle quatre thèses n'ont cessé de s'affronter en référence au reportage de France 2 : 1. la thèse officielle de l'Autorité palestinienne selon laquelle les soldats israéliens auraient sciemment ou délibérément assassiné l'enfant – thèse soutenue par le caméraman Talal Abu Rahma, suivi par Charles Enderlin (et par la quasi-totalité des médias), en dépit

Lors des contre-enquêtes, des doutes ont été exprimés sur l'identité même de l'enfant. Or, dans l'ouvrage *Le Coran, la Bible et l'Orient ancien* de Mondher Sfar (édition 1998, p. 384), nous apprenons que « le nom attribué par la tradition musulmane au prototype céleste de la Kaaba est al-Durâh... et on lui a donné le sens de *cella*, *cella* funéraire, et crypte. Ce nom désigne aussi en Arabe la *fosse mortuaire* ». En un mot, ce nom est étroitement lié dans la tradition arabe à l'idée de la mort. Il illustre l'importance croissante des références à l'islam dans la propagande anti-israélienne. Quelle « coïncidence » que la victime présumée de cette macabre mise en scène palestinienne, porte un prénom et un nom aussi chargés de sens pour les croyants musulmans : « Mohammed al-Dura », nom tout théorique et créé de toutes pièces, associant le nom du prophète de l'islam à cette entité céleste, double de la pierre noire adorée à La Mecque

Maurice Benusilho

de son caractère évident de grossière propagande ; 2. la thèse de la bavure militaire tragique, ayant provoqué la mort de l'enfant ; 3. la thèse de l'erreur d'interprétation du journaliste, supposé de bonne foi, mais vraisemblablement trompé par son caméraman militant ; 4. la thèse de la mise en scène palestinienne et de la manipulation médiatique anti-israélienne²⁰.

Cette affaire a donc été doublée d'une « affaire Enderlin » (ou « Enderlin et France 2 ») : le correspondant de France 2 s'est-il trompé ou bien a-t-il été trompé ? Dans les deux cas de figure, on pouvait lui reprocher d'avoir trompé le public, en refusant de reconnaître par la suite comme non fondées ou pour le moins fort douteuses les deux affirmations constitutives de son commentaire : en premier lieu, l'origine israélienne des tirs supposés mortels – jugée hautement improbable par les expertises balistiques ; en deuxième lieu, la « mort en direct » de Mohammed al-Dura, dont le reportage de France 2 ne comporte aucune image – les rushes ayant permis au contraire de voir, dans l'image qui suit la dernière du reportage, l'enfant relever la tête et lever un bras après sa mort supposée.

Ces images de la mort d'un prétendu « enfant-martyr » palestinien ont été massivement diffusées au cours de la seconde Intifada qu'elles ont servi à justifier et à radicaliser, avant de servir de prétexte à des actions terroristes ou des assassinats de Juifs en tant que juifs (tel celui de Daniel Pearl, fin janvier 2002). La décennie 2000-2010, qui a commencé par la vague judéophobe mondiale ayant accompagné la seconde Intifada, symbolisée par l'image du « petit Mohammed » présumé « assassiné » ou « tué de sang-froid » par « les sionistes », s'est terminée par une série de violences « antisionistes », souvent clairement antijuives, dont l'offensive militaire israélienne contre le Hamas à Gaza (27 décembre 2008-18 janvier 2009), pourtant fort justifiée, a servi de déclencheur et de prétexte.

L'analyse des développements de l'affaire al-Dura, replacée dans son contexte de guerre médiatique totale menée contre Israël²¹, confirme et renforce l'une des thèses principales soutenues dans mon livre paru en janvier 2002 : *La Nouvelle Judéophobie*, en ce qu'elle permet d'établir clairement le triple rôle joué par la plupart des médias (en particulier ceux dits « de gauche »), en France et ailleurs en Europe de l'Ouest, dans leur guerre politico-culturelle contre Israël et « le sionisme » : incitation à la haine, légitimation de la haine, silence sur les effets de la haine ainsi entretenue et justifiée, voire complaisance à l'égard des actes de violence provoqués.

Efficacité de la propagande « antisioniste » : quelques résultats de sondages

La mythologie « antisioniste » structure le système des croyances des masses musulmanes soumises à un endoctrinement permanent par les services spécialisés d'États autoritaires ou despotiques, présentant pour certains des traits totalitaires, que ce soit dans le monde arabe (Libye, Syrie, Arabie Saoudite) ou ailleurs, en particulier en Iran. Une enquête d'opinion sur les attitudes envers Israël dans cinq pays arabes (Égypte, Jordanie, Arabie Saoudite, Koweït et Liban), réalisée en mars 2002 par Zogby International, montre que le sentiment anti-israélien y est extrêmement fort : les opinions très défavorables envers Israël vont de 79 % en Égypte à 97 % en Arabie Saoudite²². Dans le sondage publié par la BBC le 19 avril 2010²³, portant sur les opinions respectives de 28 pays, l'Égypte vient au premier rang des pays dont la population juge négativement l'influence d'Israël : 92 % (pour 3 % la jugeant positive). La Turquie vient en seconde position, avec 77 % de sondés la jugeant négative (pour 6 % la jugeant positive). Par ailleurs, d'autres enquêtes permettent d'établir que le rejet d'Israël se traduit par le rejet des Juifs : une étude d'opinion réalisée en Égypte après les attentats du 11 septembre 2001 montre qu'environ 90 % des personnes interrogées ne souhaitent pas avoir un Juif pour voisin²⁴. Une enquête d'opinion dont les résultats ont été rendus publics le 25 mai 2010 au Parlement israélien montre que la défiance des Arabes israéliens envers leurs concitoyens s'accroît : 29 % des citoyens arabes d'Israël ne veulent pas entendre parler d'amitié avec les Juifs, alors qu'ils sont de plus en plus nombreux à commémorer la Naqba (la « catastrophe » qu'aurait été la création de l'État d'Israël). D'autre part, la proportion d'Arabes israéliens prêts à quitter Israël pour rejoindre un État palestinien futur augmente de dix points (24 % contre 14 % en 2003)²⁵.

Depuis le début des années 1980, en particulier depuis l'invasion israélienne du Liban et les massacres de Sabra et Chatila (été 1982) – commis par les Phalanges chrétiennes et abusivement attribués en propre aux Israéliens –, suivis de

l'exploitation qu'en ont fait les propagandes du monde arabo-musulman, l'image d'Israël n'a cessé de se dégrader dans l'opinion européenne jusqu'à la fin des années 2000, avec une nette accélération à partir de la seconde Intifada, lancée fin septembre 2000. Pour en donner une idée, on peut se référer aux résultats du sondage intitulé « L'Irak et la paix dans le monde », commandé par la Commission européenne dans le cadre de l'Eurobaromètre et réalisé à la mi-octobre 2003 dans les quinze États membres de l'Union européenne, sur un échantillon de 7 515 personnes. Ce sondage, rendu public le 3 novembre 2003, révèle qu'Israël est considéré par 59 % des Européens comme « une menace pour la paix dans le monde », ce qui le place en tête des pays jugés belligères, devant les États-Unis, l'Iran et la Corée du Nord, ces trois pays, estimés dangereux par 53 % des personnes interrogées, occupant la deuxième place à égalité. Cette catégorisation négative d'Israël rencontre une forte adhésion aux Pays-bas (74 %), en Autriche (69 %), au Luxembourg (66 %), en Allemagne (65 %), au Danemark (64 %), en Belgique (63 %), en Irlande (62 %) et en Grèce (61 %). La France, avec un rejet s'élevant à 55 % des personnes interrogées, se situe entre l'Italie (48 %) et l'Espagne (56 %). Voilà qui montre la pénétration dans l'opinion européenne de l'une des représentations « antisionistes » les plus diffusées après ce que Léon Poliakov appelait « le tournant de la guerre des Six Jours » : Israël belliciste (et/ou impérialiste), voire Israël « cause de la Troisième Guerre mondiale ». Dans le sondage de la BBC publié le 19 avril 2010, Israël, avec en moyenne 50 % d'opinions négatives (pour 19 % d'opinions positives), fait partie du groupe des pays les plus rejetés, après l'Iran (56 % d'opinions négatives, pour 15 % d'opinions positives), le Pakistan (51 %, pour 16 % d'opinions positives) et la Corée du Nord (48 %, pour 17 % d'opinions positives). L'influence d'Israël est jugée négative, selon un ordre décroissant, par l'Égypte (92 %), la Turquie (77 %), l'Allemagne (68 %), le Brésil (61 %), l'Espagne (60 %), la Thaïlande (59 %), les Philippines (58 %), la France (57 %) et l'Indonésie (56 %). L'influence d'Israël n'est jugée positive que par les États-Unis (40 %, pour 31 d'opinions négatives) et le Kenya (39 %, pour 34 % d'opinions négatives).

Anéantir Israël : le rêve du président iranien

Au début du XXI^e siècle, la vieille et triste histoire qu'est la légende du « crime rituel juif » continue d'être racontée sous différentes formes dans certaines régions du monde, en particulier au Moyen-Orient. Mais la grande nouveauté est que, sous de nouvelles formes, elle circule internationalement comme un thème d'accusation visant l'État d'Israël et les « sionistes », stigmatisés comme des « criminels », ainsi que l'attestent les slogans « Mort à Israël » et « Sionistes assassins »²⁶. Tel est le thème sur lequel a longuement varié le prési-

dent iranien Mahmoud Ahmadinejad dans son intervention à la 63^e Assemblée générale de l'ONU, le 22 septembre 2008 : « Les sionistes assassins et usurpateurs poursuivent depuis plus de soixante ans leur entreprise exterminatrice en Palestine. » Comment ne pas conclure qu'il faut exterminer les exterminateurs ? Le même jour, au cours d'une conférence de presse, Ahmadinejad a réitéré son accusation criminalisante visant Israël : l'État juif n'aurait vu le jour selon lui que pour « tuer des femmes et des enfants. » Comment ne pas conclure que cet État-assassin doit être éliminé totalement et définitivement ? Le président iranien est coutumier de ce genre de prédiction menaçante, lancée aux « sionistes » : « Laissez-moi leur dire que s'ils ne mettent pas d'eux-mêmes fin au sionisme, le bras fort des peuples effacera de la surface de la terre ces germes de corruption. » C'est ainsi qu'aujourd'hui s'opère la déshumanisation des Juifs, préambule à leur anéantissement espéré par leurs ennemis.

Soixante-dix ans après le discours d'Hitler du 30 janvier 1939 menaçant les Juifs d'Europe d'extermination, Ahmadinejad, au nom d'une idéologie non moins totalitaire que le nazisme, mais d'un type différent, menace l'État juif de destruction totale, en recourant à la métaphore pathologisante de « germes de corruption » – emprunt flagrant au langage des antisémites européens les plus radicaux de la fin du XIX^e et du début du XX^e siècle, dont Hitler s'inspirait dans ses diatribes contre le « parasite juif », « l'empoisonneur des peuples », l'incarnation de la « tuberculose raciale des peuples », le « bacille » ou le « virus juif ».

Un modèle d'intelligibilité de l'antisionisme radical

Cette vision démonisante des Juifs en tant que « sionistes » explique l'indignation et la mobilisation sélectives auxquelles on assiste régulièrement dans les pays occidentaux depuis le début de la seconde Intifada. Les moments paroxystiques de déchaînement contre les Juifs du monde entier sont bien connus : d'abord les mois qui ont suivi le déclenchement de l'Intifada al-Aqsa (à partir de la fin septembre 2000), ensuite le printemps 2002, après que les services palestiniens de propagande, relayés par les diverses mouvances antisionistes, eurent lancé le 8 avril 2002 la rumeur du « massacre de Jénine » – massacre parfaitement imaginaire –, enfin la période correspondant à la bataille de Gaza (fin décembre 2008-janvier 2009), dénoncée comme la réalisation partielle d'un plan d'extermination des Palestiniens. Les manifestations anti-israéliennes de masse, comme les critiques permanentes et hyperboliques lancées contre Israël, illustrent le principe « deux poids, deux mesures » (« double standard »), dont l'accusation de « réaction » ou « riposte disproportionnée » est l'une des illustrations les plus courantes²⁷. Cette pratique systématique de la mauvaise foi, dès qu'il s'agit de l'État juif, conduit à la condamnation unilatérale d'Israël, indépendamment de toute ana-

lyse des faits. Ce qui est déterminant, ce n'est pas tant la qualité « palestinienne » de la victime supposée que la qualité « israélienne », « sioniste » ou « juive » du coupable désigné. Un agresseur supposé n'indigne et ne mobilise contre lui que s'il est reconnu comme « sioniste ». Prenons un exemple, pour illustrer la pratique du « deux poids, deux mesures ». Le 26 mars 2010, un sous-marin nord-coréen a tiré une torpille contre une corvette sud-coréenne, qui a coulé. Dénuée de toute justification, l'attaque nord-coréenne a fait 46 morts parmi les marins de la corvette sud-coréenne. Or, aucune campagne d'indignation internationale n'a été lancée, aucune manifestation de masse n'a été organisée hors de la Corée du Sud, les journaux n'ont publié que fort peu d'éditoriaux dénonçant l'agression inqualifiable, et les intellectuels engagés, si prompts à réagir contre Israël, ont gardé le silence. Deux mois plus tard surgit dans l'espace médiatique l'affaire de la « Flottille » dite « humanitaire ». Le contraste est saisissant dans la différence de traitement. Ce qui frappe aussitôt tout observateur des médias est l'unanimité dans la condamnation morale d'Israël depuis que l'intervention israélienne du 31 mai 2010 contre un groupe d'islamistes radicaux turcs accompagnés de « pacifistes » et d'« humanitaires » pro-palestiniens leur servant d'alibis, est devenue l'affaire de la « Flottille de la liberté », avec ses « martyrs » mis en avant par la propagande des islamistes du Hamas et exploités à des fins géopolitiques par le gouvernement turc d'obédience islamiste, soucieux d'apparaître comme le « champion » de la cause palestinienne. On peut y voir une nouvelle preuve du conformisme, du suivisme et du politiquement correct qui règnent dans l'espace médiatique. Et bien sûr aussi une illustration parfaite du « deux poids, deux mesures » dans le traitement médiatique d'Israël. Mais il faut tenter d'aller plus loin, et esquisser une hypothèse explicative concernant le système médiatique. La mise en accusation quasi-planétaire d'Israël est moins le résultat de la propagande palestino-islamiste qu'un effet du fonctionnement du système médiatique. La condamnation unanime d'Israël, avant toute enquête et indépendamment de toute analyse critique des faits tels qu'ils ont été rapportés par les islamo-humanitaires, témoigne d'abord du mode de formation et de diffusion de l'information journalistique. Les professionnels des médias réagissent dans l'urgence, sans prendre la peine de faire un véritable travail d'investigation, en se contentant de s'inspirer des dépêches d'agence, recopiées passivement, hâtivement ou complaisamment, sans esprit critique. À cela, il faut ajouter une sélection des informations selon un critère idéologico-politique dominant : les médias choisissent de privilégier les récits allant dans le sens des présupposés de la culture politique de gauche, qui est largement majoritaire dans le monde professionnel des journalistes. Or, l'anti-israélisme et le propalestinisme, depuis les années 1990, se sont inscrits dans la doxa journalistique, reflétant le parti pris « antisioniste »

partagé, avec plus ou moins de virulence, par toutes les gauches. Cette violente mise en accusation publique d'Israël, avant tout établissement des faits, a été due aux médias, relayant une opération de propagande anti-israélienne. Faisant preuve d'un unanimité aussi spontané que suspect, ils ont choisi de constituer en événement majeur cet épisode secondaire de la guerre islamiste contre Israël. C'est, en matière d'imposture, leur dernier coup de maître, comparable à leur dénonciation hâtive du pseudo-massacre de Jénine ou à leur indignation aveugle face à « l'assassinat du petit Mohammed ». On peut faire l'hypothèse que les professionnels des médias ont projeté sur l'affaire leurs préjugés anti-israéliens, voire leurs passions judéophobes. Il y a là l'aveu d'une haine aveugle à l'égard d'Israël et le signe inquiétant d'une connivence croissante avec la propagande islamiste à destination de l'Occident.

En outre, la critique, aussi argumentée soit-elle, de l'islamisme est disqualifiée au nom de l'idée reçue selon laquelle elle se réduirait à une manifestation d'islamophobie, cette dernière étant érigée en forme principale du « racisme » observable dans le monde. Critiquer la dictature islamiste du Hamas dans la bande de Gaza, ou encore l'opération provocatrice des islamistes turcs sous couvert d'action « humanitaire », ce serait faire preuve d'islamophobie ! Il s'ensuit qu'alors que la critique de l'islamisme est rejetée en tant qu'islamophobe, la critique systématique d'Israël est présentée comme légitime et allant de soi. Si les diffamateurs radicaux d'Israël se rencontrent surtout à l'extrême gauche (et bien sûr toujours à l'extrême droite), on trouve des diffamateurs modérés de l'État juif à gauche comme à droite. Les positions anti-israéliennes qui alimentent le discours unique des médias sur ou plutôt contre l'État juif sont bien à l'image de l'« antisionisme » qui prévaut dans les milieux qui se situent à gauche.

C'est pourquoi les manifestations, souvent violentes, dites « pour » (la paix au Proche-Orient, la défense du peuple palestinien, etc.) sont essentiellement des manifestations « contre » (les Israéliens, les sionistes, les Juifs). Dans les milieux antisionistes radicaux qui se mobilisent, face à tout ce qui est perçu comme juif « sioniste » ou pro-israélien, la pratique systématique du « deux poids, deux mesures » est de rigueur : ils ne se mobilisent pas contre des gouvernements qui répriment dans le sang toute opposition, ni contre ceux qui organisent ou couvrent des actions criminelles contre des minorités ethniques ou religieuses. Ce mode de discrimination dans les critères de l'indignation et de la mobilisation peut être retenu en tant que composante d'un modèle descriptif de l'antisionisme radical, modèle permettant de distinguer ce dernier de la critique légitime, dans une perspective libérale/pluraliste, de la politique de tel ou tel gouvernement israélien. D'une façon générale, la critique démocratique de la poli-

tique d'un gouvernement, relevant du débat public légitime, ne doit pas être confondue avec l'appel à la destruction d'un État-nation. Or, c'est un tel appel à l'éradication qui forme le cœur du programme de l'antisionisme radical.

Cinq traits permettent de définir le discours des antisionistes radicaux : 1° le caractère systématique de la critique d'Israël, une critique hyperbolique et permanente faite sur le mode de la dénonciation publique et recourant aux techniques de la propagande (sloganisation, amalgames, etc.); 2° la pratique du « deux poids, deux mesures » face à Israël, c'est-à-dire le recours au « double standard ». Cette pratique systématique de la mauvaise foi, dès qu'il s'agit de l'État juif, conduit à la condamnation unilatérale d'Israël, indépendamment de toute analyse des faits ; 3° la diabolisation de l'État juif, traité comme l'incarnation du mal, impliquant une mise en accusation permanente de la politique israélienne fondée sur trois bases de réduction : le racisme/nazisme/apartheid, la criminalité centrée sur le meurtre d'enfants palestiniens (ou musulmans) et le complot ; 4° la délégitimation de l'État juif, la négation de son droit à l'existence – donc la négation du droit du peuple juif à vivre comme tout peuple dans un État-nation souverain – , ce qui implique d'isoler l'État d'Israël sur tous les plans, en organisant notamment contre lui un boycott généralisé ; 5° l'appel répété à la destruction de l'État juif, impliquant la réalisation d'un programme de « désionisation » radicale, ou plus simplement une guerre d'extermination, où l'Iran nucléarisé jouerait le rôle principal.

L'antisionisme radical comme forme contemporaine de racisme

Je soutiens donc la thèse suivante, en parfaite contradiction avec les certitudes de la vulgate « antisioniste » inscrite dans le *Zeitgeist* : l'antisionisme radical est l'une des principales formes de « racisme » précisons : de « racisme culturel » ou de « néo-racisme »²⁸ apparues depuis la fin du XX^e siècle. En procédant à la nazification du « sionisme », il légitime un programme raciste d'élimination d'Israël. Nous sommes donc en présence d'une variété de racisme éliminationniste. Mais il s'agit d'une forme de néo-racisme qui, étant largement partagée par les milieux intellectuels et culturels, n'est pas reconnue comme telle, et demeure socialement invisible. Les évidences « antisionistes » (stéréotypes, préjugés, rumeurs) se sont installées en effet dans la « doxa intellectuelle » de l'époque, ce qui les protège de la critique. L'antisionisme radical représente la seule idéologie raciste non seulement acceptable, mais encore intellectuelle-ment respectable. Elle n'entre pas dans le champ de vision des « intellectuels critiques ». C'est là l'un des principaux facteurs, d'ordre culturel, expliquant à la fois la diffusion rapide et la virulence extrême des discours de condamnation d'Israël. Les véritables « réactions disproportionnées », c'est dans le camp des

ennemis absolus d'Israël qu'on les rencontre. Si, dans l'espace public, le mot « sionisme » fonctionne souvent comme insulte, les déclarations du type « je suis antisioniste » ou « je lutte contre le sionisme mondial » tendent à être perçues désormais comme légitimes, voire comme méritoires. Se dire « antisioniste », c'est se placer du « bon côté », du côté de l'antiracisme, et bien sûr du côté des « victimes » supposées du « sionisme ». Tel est le dernier avatar de la corruption idéologique de l'antiracisme militant. Il y a là un paradoxe qui constitue un scandale sur le plan éthique : l'antisionisme radical est un mode de racisation de l'ennemi à éliminer tenu pour une position antiraciste respectable.

La nazification d'Israël, du « sionisme » et des Juifs (non antisionistes) est l'acte de dénonciation diabolisante qui résume la nouvelle propagande antijuive. Dans la perspective adoptée par l'Observatoire européen du racisme (EUMC), qui rejoint la conceptualisation que j'ai proposée dans les années 1990, l'« antisémitisme » contemporain ou la « nouvelle judéophobie » peut s'exprimer par l'acte de « dénoncer l'existence de l'État d'Israël comme un projet à caractère raciste », ou par l'assimilation de la politique israélienne aujourd'hui (à l'égard des Palestiniens) à celle des nazis (envers les Juifs). Or, cette assimilation polémique s'est inscrite dans la doxa au cours de la dernière décennie. Par exemple, selon une étude d'opinion réalisée en Allemagne par l'université de Bielefeld au début des années 2000, 50 % des personnes interrogées comparaient la politique d'Israël envers les Palestiniens au traitement des Juifs par les nazis sous le Troisième Reich. De la comparaison à l'identification, il n'y a qu'un pas.

Pour ceux qui sont convaincus qu'Israël est l'incarnation du Mal absolu, la logique de l'éradication totale s'impose logiquement comme la juste voie à suivre. Le slogan « Mort à Israël ! » remplace naturellement le slogan « Mort aux Juifs ! ». C'est en ce sens qu'on peut soutenir la thèse de la continuité entre le vieil antisémitisme « éliminationniste » et l'antisionisme radical, notamment quant au programme d'action contre l'ennemi désigné : qu'il s'agisse du peuple-religion en trop ou de l'État-nation en trop, du peuple-paria ou de l'État-paria, les judéophobes d'hier et d'aujourd'hui sont mus par le désir d'en finir une fois pour toutes avec l'ennemi²⁹. Logique de la « solution finale » : l'intrus doit être anéanti à tout prix. Hitler lui-même évitait d'en rêver publiquement. C'était avant la création de l'État juif, à laquelle il ne croyait pas. Ahmadinejad, quant à lui, ose rêver à haute voix de la destruction d'Israël. Et ses dizaines de millions d'admirateurs, sur tous les continents, applaudissent. Cette visée d'anéantissement distingue l'antisionisme radical d'une critique, aussi virulente soit-elle, de la politique d'un quelconque gouvernement israélien. L'antisionisme radical représente la dernière forme historique prise par la judéophobie.

Conclusion

Le programme « antisioniste », considéré dans ses formulations radicales, a un objectif explicite qui, exprimé de diverses manières, revient à vouloir « purifier » ou « nettoyer » la Palestine de la « présence sioniste » ou « juive », considérée comme une « invasion » qui souille une terre palestinienne ou arabe (pour les nationalistes) ou une terre d'Islam (pour les islamistes). L'article 15 de la Charte nationale palestinienne (adoptée en mai 1964 lors de la fondation de l'OLP, puis modifiée en juillet 1968 dans un sens « anti-impérialiste ») précise :

« La libération de la Palestine est, du point de vue arabe, un devoir national (*qaoumi*), ayant pour but de refouler l'invasion sioniste et impérialiste du sol de la patrie arabe, et de liquider la présence sioniste en Palestine³⁰. »

Ce qui fait surgir la question restée sans réponse : comment peut-on éliminer le sionisme en Palestine sans éliminer les sionistes ?

On peut donc faire l'hypothèse que, depuis les années 1960, s'opère une réinvention de la « question juive » sur la base du rejet absolu d'Israël et de la démonisation du « sionisme » comme des « sionistes ». L'enracinement et l'expansion, dans l'imaginaire du monde musulman, d'un grand récit négatif sur Israël et le « sionisme » constituent l'un des principaux obstacles à l'établissement d'une paix véritable et durable au Proche-Orient. La propagande et l'endoctrinement « antisionistes » entretiennent la haine et la méfiance à l'égard d'Israël, désormais profondément inscrites dans les mentalités des populations proche-orientales. Mettre en évidence les origines, les composantes et les fonctionnements de ce mythe répulsif constitue un préalable obligé à l'engagement d'un dialogue sans faux-semblants entre les Israéliens et leurs voisins arabes, lesquels sont loin d'accepter tous le statut de « voisins ». La démythisation d'Israël et du sionisme peut seule ouvrir la voie à la paix au Proche-Orient, en rendant possible une reconnaissance mutuelle entre Israéliens et Palestiniens. À la condition que les pays arabes, ainsi que l'Iran, acceptent de reconnaître la légitimité de l'État juif, donc son droit à l'existence et, partant, son droit de se défendre. Mais, comme on le sait, la vision islamiste du conflit interdit la voie du compromis : elle légitime exclusivement une guerre de destruction contre l'État juif. Pour ne pas désespérer, il faut donc miser sur un reflux de l'islamisme dans les pays arabes. En attendant, il importe que l'État juif résiste aux chants de sirène de ceux qui, au nom des « bons sentiments » et selon une logique paternaliste (supposer par exemple que les Américains ou les Européens savent mieux que les Israéliens ce qui est « bon » pour ces derniers), veulent remettre son destin entre les mains de grandes puissances supposées bienveillantes³¹. Il convient d'avoir à l'esprit la percutante formule : « Si les Arabes palestiniens déposaient les armes, il n'y aurait plus de conflit. Si les Israéliens déposaient les

armes, il n'y aurait plus d'Israël. » Aussi faible soit-elle, la probabilité d'une telle reconnaissance entre Israël et ses ennemis actuels doit faire l'objet d'une espérance active. Il n'est pas impossible qu'une telle paix soit possible.

notes

1. Dernier ouvrage paru : *La Nouvelle Propagande antijuive. Du symbole al-Dura aux rumeurs de Gaza*, Paris, PUF, 2010, 551 p. Le présent article en expose brièvement les thèses principales. Une première version de ce texte a été rédigée pour être lue publiquement le 26 mai 2010, à l'université Bar-Ilan (Israël), par le professeur Elhanan Yakira, dans le cadre d'une journée d'études organisée à l'occasion de la publication en hébreu de mon livre *La Nouvelle Judéophobie* (2002).
2. Déclaration de Ayman al-Zawahiri diffusée sur Internet le 19 juillet 2010 : « Qui encercle notre peuple à Gaza ? N'est-ce pas le chef des sionistes arabes, Hosni Moubarak ? »
3. Voir Voir Shmuel Trigano *et al.*, « Les Alterjuifs », *Controverses*, n° 4, février 2007 ; *Id.*, « Post-colonialisme et sionisme », *Controverses*, n° 11, mai 2009. Raphaël Draï a forgé pour sa part, en 2004, le terme de « contre-judaïsme ». Voir, dans la revue *Pardès* (n° 38, 2005), les actes du colloque intitulé « Les Contre-Judaïsmes », co-organisé à Paris le 8 février 2004 par Raphaël Draï et Shmuel Trigano.
4. Sur la nature de l'antisionisme radical, voir Pierre-André Taguieff, *La Nouvelle Propagande antijuive. Du symbole al-Dura aux rumeurs de Gaza*, Paris, PUF, 2010, pp. 1-135.
5. Yirmiyahu Yovel, *Les Juifs selon Hegel et Nietzsche. La clef d'une énigme* [1996], tr. fr. Sylvie Courtine-Denamy, Paris, Le Seuil, 2001, p. 312.
6. Saul Friedländer, *Réflexions sur l'avenir d'Israël*, Paris, Le Seuil, 1969, p. 9. La métaphore du « tournant » a été utilisée par Léon Poliakov, *De Moscou à Beyrouth. Essai sur la désinformation*, Paris, Calmann-Lévy, 1983, p. 107-136 (chap. IV : « Le tournant de la guerre des Six Jours »).
7. Yehoshafat Harkabi, *Arab Attitudes to Israel* [1968], tr. angl. Misha Louvish [1972], 2^e éd., Jérusalem, Israel Universities Press, 1974, p. 176-177.
8. Raymond Aron, « L'heure de la décision » (29 mai 1967), in R. Aron, *De Gaulle, Israël et les Juifs*, Paris, Plon, « Tribune libre », 1968, p. 61-62.
9. Voir P.-A. Taguieff, *La Nouvelle Judéophobie*, Paris, Mille et une nuits, 2002, p. 93 sq. ; *id.*, *Prêcheurs de haine. Traversée de la judéophobie planétaire*, Paris, Mille et une nuits, 2004, p. 91 sq. ; *id.*, *La Judéophobie des Modernes. Des Lumières au Jihad mondial*, Paris, Odile Jacob, 2008, p. 407 sq.
10. Lénine, « La situation du Bund dans le parti », *Iskra*, octobre 1903, in *Œuvres*, t. VII, Moscou, 1966 ; cité par Léon Poliakov, *De l'antisionisme à l'antisémitisme*, Paris, Calmann-Lévy, 1969, p. 25.
11. Voir Shlomo Sand, *Comment le peuple juif fut inventé. De la Bible au sionisme*, tr. fr. Sivan Cohen-Wiesenfeld et Levana Frenk, Paris, Fayard, 2008. Pour un examen critique de la mythologie

- « post-sioniste » et de ses conséquences politiques, voir Elhanan Yakira, *Post-sionisme, post-Shoah. Trois essais sur une négation, une délégitimation et une diabolisation d'Israël*, Paris, PUF, 2010.
12. P.-A. Taguieff, *La Judéophobie des Modernes*, op. cit., p. 262-308 ; id., *La Nouvelle Propagande antijuive*, op. cit., p. 229-374, 492 sq.
13. Sur cette nouvelle affaire d'accusation diffamatoire, voir P.-A. Taguieff, *La Nouvelle Propagande antijuive*, op. cit., p. 492 sq.
14. Mustafa Tlass, *La Matza de Sion*, Damas, 1983 (en arabe) ; 2^e éd., 1986 ; trad. angl. : *Matzo of Zion*, Damas, Family Bookshop, 1991.
15. P.-A. Taguieff, *La Judéophobie des Modernes*, op. cit., p. 300-308 ; id., *La Nouvelle Propagande antijuive*, op. cit., p. 281-374.
16. Voir P.-A. Taguieff, *La Judéophobie des Modernes*, op. cit., p. 300 sq., 407 sq. ; id., *La Nouvelle Propagande antijuive*, op. cit., passim.
17. P.-A. Taguieff, *La Nouvelle Judéophobie*, op. cit., p. 130-131, 140-145 ; *Prêcheurs de haine*, op. cit., p. 336 sq.
18. Pour une analyse plus approfondie, voir Pierre-André Taguieff, *La Nouvelle Propagande antijuive*, op. cit., pp. 188-199.
19. Voir Pierre-André Taguieff, *La Judéophobie des Modernes*, op. cit., pp. 353 sq., 407 sq.
20. Pour une typologie plus fine, voir Richard Landes, « Cinq scenarii pour l'affaire al-Dura » (29 octobre 2006), tr. fr. Menahem Macina, <http://www.upjf.org>, 17 novembre 2007.
21. Pour une analyse approfondie de l'affaire al-Dura, voir Pierre-André Taguieff, *La Nouvelle Propagande antijuive*, op. cit., pp. 281-374.
22. Voir Mark Tessler, « The Nature and Determinants of Arab Attitudes Towards Israel », in Derek J. Penslar, Michael R. Marrus, and Janice Gross Stein (eds), *Contemporary Antisemitism: Canada and the World*, Toronto, Buffalo et Londres, University of Toronto Press, 2005, pp. 98-99.
23. http://www.bbc.co.uk/pressoffice/pressreleases/stories/2010/04_april/19/country.pdf.
24. Mark Tessler, art. cit., p. 98. Voir Mansoor Moaddel, « Public Opinion in Islamic Countries: Survey Results », *Footnotes* [Newsletter of the American Sociological Association], n° 31, janvier 2003.
25. Guysen.International.News, 25 mai 2010.
26. Voir P.-A. Taguieff, *La Judéophobie des Modernes*, op. cit., p. 262-308.
27. Sur ce traitement discriminatoire d'Israël, voir P.-A. Taguieff, *La Nouvelle Propagande antijuive*, op. cit., pp. 39 sq.
28. Sur le concept de « racisme culturel », voir P.-A. Taguieff, *La Force du préjugé. Essai sur le racisme et ses doubles* [1988], Paris, Gallimard, coll. « Tel », 1990 ; id., *Le Racisme*, Paris, Flammarion, 1997.
29. Voir P.-A. Taguieff, *La Judéophobie des Modernes*, op. cit., p. 350, 496.
30. Charte nationale palestinienne, art. 15, in Yehoshafat Harkabi, *Palestine et Israël*, op. cit., tr. fr. Jacques Givet, Genève, Les Éditions de l'Avenir, 1972, p. 122 (trad. modifiée).
31. Je fais bien sûr ici allusion à l'argumentation dangereuse de l'« Appel à la raison » (« J Call »), lancé à Bruxelles le 3 mai 2010.